L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 JANVIER 1879. 52me Année

BUTLER & LEET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI 18 JANVIER 1879.

☞ Grandes occasions, aujourd'hui à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, en propriétés de ville, appartenant comme devant être vendues, pour le compte de créanciers et autres intéressés, par C. H. Gluck, encanteur. Voyez les plans et les conditions descriptives pour les conditions et tous autres renseignements. Ventes positives. L'attention de nos lecteurs est spécialement appelée sur cet encan.

Un cadeau de deux millions et demi demandé à l'Etat.

Ce qu'il y a de désolant au milieu du désarroi de nos finances, c'est de voir tant de gens, préoccupés uniquement de leur intérêt particulier ou de l'intérêt auquel ils sont liés, essayer par tous les moyens possibles d'attraper quelque lopin de ce qui reste de la fortune ou du crédit de l'Etat. Il semble qu'en n'ait pas conscience du péril, car on voit les mesures de salut commun négligées ou sacrifiées à des tentatives pour faire réussir quelques mesures particulières.

Voilà un malheureux Etat qui ne peut pas payer ses dépenses courantes, qui laisse offrir à vil prix dans les rues les mandats de son auditeur, à qui il manquait le 1er janvier $402,000 sur $410,000 montant du coupon d'intérêt échu, pour remplir ses obligations, et dont la population est tellement obérée que les listes des contribuables délinquants comprennent entre dix et vingt mille noms. Eh bien! lorsque les mandataires récemment élus du peuple de cet Etat se trouvent réunis et alors qu'ils ont considéré la situation assez grave pour appeler une convention, il tombe une avalanche de bills d'un intérêt purement local ou particulier qui surchargent d'une besogne inutile les comités et qui détournent l'attention de l'assemblée générale de l'examen des affaires les plus importantes et les plus urgentes. Ce n'est pas tout.

Lorsque tout démontre l'impossibilité où est l'Etat de payer en plein l'intérêt de sa dette, il se produit des propositions pour accroître cette dette de montants considérables.

La limite constitutionnelle étant de quinze millions et la dette consolidée n'étant que de douze millions, il y a trois millions de marge, trois millions de bons à prendre et les appétits excités de se ruer à la curée!

Le premier jour de la session, au dégoûté, avant qu'on ait eu le temps de se reconnaître, un sénateur présente un bill ordonnant l'émission de $1,500,000 de Bons qui seront vendus pour payer jusqu'à épuisement du produit de la vente, les intérêts arriérés ou à échoir de la dette déjà consolidée. C'est le procédé des fils de famille prodigues, des compagnies véreuses qui réservent sur le capital qu'elles empruntent de quoi payer les premiers intérêts afin d'inspirer confiance. Le bill est inconstitutionnel, contraire à toutes les règles de la saine économie politique. Peu importe, pourvu qu'il serve à satisfaire momentanément les créanciers!

Passons à un autre. Le premier absorberait la moitié des trois millions disponibles. Il n'en resterait pas assez pour le second qui est plus gourmand et qui demande deux millions de Bons d'Etat à titre de cadeau. Oui, à titre de CADEAU, nous ne craignons pas de le dire et nous allons le démontrer. Il s'agit du chemin de fer du Pacifique, entreprise que nous n'avons pas combattue en elle-même, mais qui nous a toujours trouvé et qui nous trouvera toujours sur son chemin, lorsqu'elle essaiera d'obtenir sous quelque forme que ce soit, les deniers des contribuables.

Malgré notre opposition, la législature de 1876 avait ordonné la levée d'une taxe de un demi pour cent sur les contribuables de la Nouvelle-Orléans en faveur de ce chemin, mais, grâce en grande partie à l'influence de l'*Abeille*, la taxe soumise au vote du peuple fut rejetée.

En dépit de nos efforts, la compagnie a obtenu l'année dernière d'une autre législature démocratique, un bill autorisant l'émission de deux millions de Bons d'Etat en faveur de ce chemin. Le gouverneur n'avait approuvé le bill qu'en se réservant d'en faire décider la constitutionnalité par les cours. Contrairement à notre attente et à ce qui nous paraissait être l'évidence, la Cour Suprême déclara le bill constitutionnel et accorda le mandamus. Mais, lorsqu'il s'agit de livrer les Bons, le gouverneur Nicholls s'aperçut que les Bons de première hypothèque que la compagnie devait lui livrer en échange, ne remplissaient pas les conditions exigées par la loi. Il refusa de livrer les Bons de l'Etat et il fut soutenu dans son refus par la Cour Suprême qui, cette fois, ne voulut pas accorder le mandamus demandé.

Dans son message, le gouverneur Nicholls demande à la législature de rappeler la loi qui autorise l'émission des deux millions, attendu que la compagnie n'a pas pu remplir les conditions requises pour l'échange des Bons. Elle a, en effet, placé tous ses Bons de première hypothèque, et c'est grâce à l'honnêteté et à la fermeté du gouverneur, que l'Etat doit d'avoir évité une perte de deux millions.

Dans ces conditions, il semble que la compagnie devrait renoncer à rien obtenir de l'Etat. Cependant, avec une persévérance digne d'une meilleure cause, elle revient à la charge, et imagine-t-on ce qu'elle demande?

Le bill de l'année dernière disait qu'en échange des Bons de l'Etat, elle fournirait ses Bons de première hypothèque. Le bill présenté cette année dans l'intérêt du chemin de fer du Pacifique, propose carrément de faire émettre par l'Etat deux millions de ses Bons, en échange de Bons de SECONDE HYPOTHÈQUE de la Compagnie!

Qu'on prenne l'histoire de tous les chemins de fer des Etats-Unis et en particulier de ceux de la Louisiane, et qu'on nous dise ce qu'ont jamais retiré de leurs titres les neuf-dixièmes, pour ne pas dire la totalité des porteurs de Bons de seconde hypothèque de chemins de fer.

Il eût été plus franc et plus digne de mettre dans le bill que l'Etat ferait CADEAU de Deux millions au chemin de fer du Pacifique, car c'est tout à fait la même chose.

Maintenant, nous le demandons à tout homme sensé: une telle proposition, dans les conditions financières où se trouve l'Etat, ne doit-elle pas être repoussée d'emblée sans même l'honneur d'une discussion.

La législature qui vient d'appeler une convention, dont la mission principale sera de tirer l'Etat de ses embarras financiers, se déjugerait elle-même et elle ajoutait à ces embarras par la création de nouvelles dettes.

Nous démontrerons d'ailleurs que d'après la loi de convention, il ne doit être donné, sur les quinze millions de Bons retournés aucun Bon n'ayant pas pour objet l'échange avec les titres spécifiés de l'ancienne dette.

POSTCRIPTUM.

L'article qui précède était déjà composé lorsque nous apprenons aujourd'hui de la Chambre même à laquelle on veut donner nous venons de parler, avait été sur le rapport du comité, à l'*unanimité* et d'emblée, sans l'honneur d'une discussion

.....ADOPTÉ!!!

Et ce n'est pas deux millions que le bill accorde, c'est DEUX MILLIONS ET DEMI!!!

Et quand on parle de réduire l'intérêt de la dette consolidée à cinq pour cent au lieu de sept, ce bill accorde aux nouveaux Bons un intérêt de SIX pour cent. Les Bons auront 40 ans à courir. Il est vrai que l'intérêt des Bons de seconde hypothèque que la compagnie déposera entre les mains de l'Etat, échéera 90 jours avant celui des Bons d'Etat. La belle avance! Si cet intérêt n'est pas payé, l'Etat en sera-t-il moins obligé de payer l'intérêt de ses propres Bons.

Nous ne pouvons pas croire que tous les représentants aient eu connaissance de la véritable portée de ce bill sans quoi il se fût trouvé au moins UNE voix pour protester contre ce cadeau de deux millions et demi que le bill veut faire accorder par notre Etat en banqueroute à une compagnie de chemin de fer.

Le Sénat, il faut l'espérer, rejettera ce bill insensé. En tout cas, nous comptons que le gouverneur Nicholls refusera de l'approuver.

LES PROCÈS DE MADAME GAINES.—Nous apprenons avec satisfaction qu'un certain nombre de victimes de madame Gaines, viennent de faire appel à la Cour Suprême des Etats-Unis, de la décision du juge de la Cour de District, qui avait reconnu madame Gaines comme héritière du général Clark. Nous espérons que cette décision, dont nous avons fait la critique à l'époque où elle a été rendue, sera réformée par un arrêt qui déboutera définitivement l'infatigable plaideuse de ses prétentions.

LE COMITÉ SUR LES CHEMINS DE FER.—Voici la composition du comité de la Chambre des représentants sur les chemins de fer. C'est le président de ce comité qui a, si nous ne nous trompons, présenté lui-même le bill des deux millions et demi, sur lequel le même comité a fait un rapport favorable:

S. M. Potts, de De Soto, chairman, James Jeffries, de Rapides, J. J. Carter, de Webster, Martin Gordon, d'Orléans, N. W. Pope, d'Ouest Baton Rouge, J. J. Schumpart, de Caddo, Wm. Murrell, de Madison.

CONCOURS LITTÉRAIRE DE L'ATHÉNÉE LOUISIANAIS.—Nous rappelons que la séance publique de l'Athénée Louisianais pour la distribution des prix aux lauréats du concours littéraire de 1878, doit avoir lieu ce soir, à la salle Grunewald. On commencera à sept heures et demie très précises. Les portes ouvriront à sept heures du soir. Les invités sont instamment priés d'être présents à l'heure indiquée. Ils devront présenter leurs invitations à la porte d'entrée.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—La location des places pour la saison d'opéra qui doit commencer lundi prochain, marche très rapidement. Les places pour les premières représentations sont presque toutes prises. Lundi on donnera *Mignon* avec Mmes Abbott, Montague, Séguin, M. Castle, etc.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Beaucoup de monde aux représentations du Phœnix où Milton Nobles joue deux rôles, celui de Carroll Graves dans la première partie de la pièce, et celui de Jim Bludso dans la seconde partie qui vient trois ans après. Le Phœnix sera encore donné aujourd'hui en matinée et en soirée, ainsi que dimanche soir pour la clôture de l'engagement de Milton Nobles. Le Bohémien de New York est fort amusant et c'est un des caractères favoris du public de l'Académie de Musique.

On commence à retenir les places pour les représentations que doit donner Fanny Davenport, à partir de lundi prochain. Nous engageons les admirateurs de cette reine du Théâtre, à profiter de cet avis.

THÉATRE ST-CHARLES.—Hier soir, on a revu avec plaisir, Pierre Antoine, ou le Brave Caporal, sous les traits de Bonifface qui personifie à merveille ce noble caractère, et ce soir on verra Don César de Bazan et Pocahontas. Boniface jouera dans les deux pièces et sera secondé dans la dernière par Schoolcraft et Coes qui ont gagné tout à fait les bonnes grâces des habitués du vieux Drury.

VENTE DE FONDS PUBLICS.—Nous appelons l'attention des capitalistes sur la notice que publie, aujourd'hui, dans nos colonnes, notre très populaire encanteur, M. C. H. Girardey. Cette notice répond à un besoin qui se faisait vivement sentir, besoin d'une bourse d'encan pour les fonds, les actions, les valeurs et tous les titres publics. Cet encan aura lieu tous les mardis et jeudis par le ministère de M. Girardey, à 1 heure de l'après-midi. En prévenant l'encanteur la veille, les vendeurs auront pour rien l'avantage d'une publication dans les journaux.

Cette combinaison est réellement une heureuse idée et nous ne doutons pas que beaucoup de gens n'en profitent. Pour la vente des bons et des actions, c'est à coup sûr ce qu'on pouvait imaginer de plus expéditif et aussi de plus loyal et de plus sûr, tout devant s'opérer au grand jour des enchères publiques. La confiance qu'inspire du reste M. Girardey et son avance libérale de fonds sur le dépôt des titres sont des moyens de succès qui nous paraissent à peu près infaillibles.

COMPAGNIE D'ASSURANCES DE LA NOUVELLE-ORLEANS.—Comme on le verra par le bilan annuel de cette excellente compagnie, la plus ancienne de notre ville, l'année 1878 a donné des résultats satisfaisants. Le total des primes s'est élevé à $356,058,76 et le montant des bénéfices nets se chiffre par $106,259,42, sur lesquels un surplus de $56,259,42 a été placé au fonds de réserve. L'actif de la société est de $685,455,84 en argent et bonnes valeurs. Le conseil de direction a déclaré un dividende semi-annuel de 5 pour cent sur les actions. La compagnie de la Nouvelle-Orléans a pour président M. Jules Tuyès et ses directeurs sont tous bien connus dans notre communauté commerciale.

COMPAGNIE D'ASSURANCE DES POMPIERS.—Nous publions plus loin le quatrième état annuel de situation de cette Compagnie, jusqu'au 31 décembre 1878. Cet état, qui est fort brillant, donne une haute idée de la prudence et de l'habileté avec lesquelles les affaires de la Compagnie sont conduites et nous le résumons ainsi: Dix pour cent de dividende annuel sur le capital payé; dix pour cent pour l'Association de charité des Pompiers; cinq pour cent du fonds de réserve; cinq pour cent d'intérêts sur le capital payé, et vingt-cinq pour cent de dividende pour les assureurs participants. Certes voilà des résultats satisfaisants et très flatteurs pour les membres de la direction et en particulier pour M. I. N. Marks, président de la Compagnie d'Assurances des Pompiers.

Spécialité en fait de plumes d'oies vivantes, en crins, rejetés pour lits, matelas, fanals à vapeur, à très bas prix, à l'ancien magasin de meubles de J. B. Hubbard, coin Remparts et Perdido.

Le Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine, est le seul endroit où l'on trouve de belles marchandises de qualités supérieures à des prix très réduits.

—La justice militaire prussienne avait été saisie de l'affaire du insertire de l'étudiant de Wurtzbourg par un sous-officier allemand dont nous avons parlé récemment. Nous apprenons que le sous-officier vient d'être acquitté.

Le commandant de la place a lancé un noble cendrier. Le jour de l'enterrement de l'étudiant Blanc, les troupes sont rentrées consignées et on leur a distribué deux cartouches.

Magnifique plume de tremble noire. Il est tout simple de la donner aujourd'hui de Mme Wilkinson pour 50 cents. Elle est vendue ordinairement comme des plus belles plumes de tremble noir. Elle est garantie de première qualité et bien montée. Elle est vendue chez Mme Wilkinson, 73 rue Chartres, entre Conti et Bienville.

G. B. GRANDJEAN.

CORRESPONDANCE.

Baie St-Louis, 16 janvier 1879.

A Messieurs les éditeurs de l'*Abeille*:

Messieurs,

Comme vous, nous avons eu, cet hiver, de rudes caresses des frimas. La pluie, le grésil, le verglas, la glace, rien ne nous a manqué. Le 6 de ce mois, le thermomètre centigrade a marqué 7° 1/2 au-dessous de 0 à huit heures du matin, ce qui permet de supposer une descente à 8° 1/2 ou 9 vers les cinq ou six heures du matin: c'était à se croire en Sibérie.

Comme compensation, nous avons eu samedi dernier la première réunion de notre nouveau Conseil de ville, présidé par le maire réélu. Je me trouvai devant l'hôtel de ville quand ce magistrat, arrivé le premier, s'acheminait vers son petit capitole,

"Marchant à pas comptés
Comme un recteur suivi des quatre Facultés."

Les pères conscrits, au nombre de quatre, ne tardèrent pas à se présenter. On s'assied, l'on s'organise et l'on procède, tout d'abord aux nominations. A nommer: un trésorier; un secrétaire, &c. Tout marche bien jusqu'au secrétaire exclusivement. C'est là précisément que je vais vous relater une petite..... irrégularité de la part de notre premier magistrat, homme péremptoire, jaloux de ménager la chèvre et le chou.

Deux candidats se trouvaient en présence, à savoir: l'ex-juge Sones, vieillard débile, presque impotent; puis le jeune Hugo Hoffman, jeune homme intelligent, actif, capable, plein de cœur et qui, durant la dernière épidémie, a montré un zèle et un dévoûment au-dessus de tout éloge. On appelle les votes: deux pour Sones, deux pour Hoffman. Nécessité donc de faire appel au *casting-vote* de Monsieur le maire qui se trouve fort perplexe, car, ainsi que je l'ai dit plus haut, s'il tient à plaire à la chèvre, il tient tout autant à ne pas indisposer le chou. Il réfléchit un moment, se gratte la tête, et fait enfin un petit mouvement de satisfaction qui indique qu'il a trouvé une solution satisfaisante au problème; la croit-il innocente? Je n'en sais rien. Toutefois, voici le procédé, tout nouveau pour moi et pour bien d'autres. Il consiste à substituer au *casting-vote* le tirage au sort.

Sans plus tarder, il se fait un devoir d'écrire, sur deux petits carrés de papier, les noms des deux candidats. Arrivé au second bulletin, on le voit hésiter après avoir écrit, puis déchirer le papier en quatre et le jeter sur le plancher. Il reprend la plume, et remplit un autre petit carré de papier, met les bulletins dans son chapeau et fait tirer un des deux par un des assistants..... C'est le nom de Sones qui est favorisé: parbleu on le serait à moins, et vous allez le comprendre.

Monsieur le maire qui nourrissait *in petto*, une préférence pour l'ex-juge Sones avait trouvé un moyen bien simple de satisfaire son goût. Sa conscience y trouve-t-elle également son compte? Il ne le dira probablement qu'à son confesseur. Or, voici ce moyen. Monsieur le premier magistrat de la Baie St-Louis avait tout bonnement—*infandum regina jubes*—conclu le nom de l'ex-juge Sones sur les deux bulletins. Comment trouvez-vous cette métamorphose du *casting vote*? pas loyale à coup sûr.

Un matin qui, dans le moment, se tenait près du maire, et suivait tous ses mouvements, avait remarqué un peu de louche dans ses allures. Il ramasse, sur le plancher, les deux bulletins, le déchiré et celui que le maire avait laissé tomber de son chapeau après l'élection. Quant au bulletin triomphant, il l'avait déjà en sa possession. Or, c'est en confrontant les deux papiers qu'il s'assura que le nom de "*Sones*" figurait sur *les deux*. Quant au papier déchiré en quatre, il contenait, lisiblement écrit, le nom de "*Hoffman*". Monsieur le maire, obéissant, tout d'abord, a un sentiment d'équité, avait écrit les noms des deux candidats, mais l'esprit de camaraderie ne tarda pas à l'emporter sur la dictée du devoir et de la conscience. O suffrage universel, où nous conduis-tu? Si encore nos chemins étaient entretenus et nos ponts tenus en bon état comme du temps de l'ex-maire J. V. Toulmé regretté et si regrettable! Ce serait, comme on dit vulgairement, une fiche de consolation: mais rien, rien, si ce n'est de l'orgueil et de la vantarderie.

La petite scène du *Casting-vote*, jointe à bien d'autres griefs, m'a inspiré la petite satire suivante que je vous prie de vouloir bien publier. *Castigat ridendo mores.*

Allocution, dans une séance privée, d'un maire de village à ses collègues.

Je suis le maire du village,
C'est la marque sur mon chapeau.
En berger vigilant et sage
Je conduis mon petit troupeau.
Je me donne beaucoup de peine
Pour son bonheur et son salut.
Pour me payer, je tonds sa laine.
Chut! chut!

De mes sujets je suis le père,
Le père aussi de mes enfants:
Aussi ma famille prospère,
Un peu mes chers, à leurs dépens.
Qu'ils se gardent de trop se plaindre;
Jamais meilleur maire ne fut.
J'embrasse peu pour mieux étreindre.
Chut! chut!

Mais en répétant la manœuvre,
Je vois se grossir mon magot.
J'atteint l'limite la couleuvre,
Ou je contrefais l'escargot.
Comme le renard, parfois même
Je quette ma proie à l'affût.
O chers sujets que je vous aime!
Chut! chut!

J'ai le renom d'un homme intègre;
Il faut l'avoir pour réussir.
J'ai su gagner l'amour du nègre
En lui donnant son avenir.
J'ai, vous savez, l'âme dévote,
Et je travaille à mon salut:
Mais s'agit-il du *casting-vote*?
Chut! chut!

Depuis longtemps j'ai grande envie
De manipuler le trésor.
Ce fut le rêve de ma vie;
Même à présent j'y rêve encor.
Vous savez de belles étrennes,
J'aurai, comptez-y, qu'il vous plût
De laisser prendre aussi les mennes.
Chut! Chut!

Je promets de faire des jetons
Pour expier mes vieux péchés.
Ne réclamant rien pour les jetons
Que je restitue bien volontiers.
J'irai les dire à mon bon prêtre
Dans la cuisine de Belzébuth.
Il m'absoudra, c'est peu, c'est peut-être.
Chut! Chut!

A deux ans, chers mandataires;
Vous me reverrez pontulant.
J'augmenterai tous les salaires
Pour que tous aient de l'aviaise.
Pour moi—soit dit bas à l'oreille—
J'ai bon pain blanc dans mon bahut,
Au cavenne de la treille.
Chut! Chut!

Agrées, Messieurs, etc.,
C. DELÉRY.

P. S.—Comme beaucoup de vos lecteurs urbains sont propriétaires à la Baie St Louis, en conséquence directement intéressés à une bonne administration locale, je vous enverrai de temps à autre une brève correspondance qui les tiendra au courant des faits et gestes de nos petits Solons.

55—Souffrances de toute la vie.—Les personnes affligées de rhumatismes souffrent toute leur vie, leurs tortures étant presque continuelles. Les jointures et les muscles de ces infortunées sont, dans la plupart des cas, accompagnés d'une manière choquante. Les remèdes ordinaires sont souvent impuissants à procurer un soulagement même temporaire. Les "Hostetter's Stomach Bitters" sont connus par les personnes qui en ont usé comme une efficacité extraordinaire. Ils tiennent le sang riche et pur, font les habitudes régulières du corps, et la plus grande des impuretés qui, dans l'opinion de tous les pathologistes rationnels, engendrent ces maux et la maladie qui les suit, la goutte. En outre, les "Bitters" remédient aux désordres de l'estomac, du foie et des nerfs, préviennent et guérissent les fièvres intermittentes et rémittentes, développent l'appétit, procurent le sommeil, et la préparation est hautement recommandée par les médecins comme un stimulant médical désirable et un tonique précieux.

NOTICE SPÉCIALE.

Des vacances régulières aux bureaux-directeurs de l'Etat et de ville, ainsi que les jours fériés légaux, de nouvelle, les MARDIS et les JEUDIS de chaque semaine, à partir du 23 janvier 1879. Les heures de vente seront à 1 heure, au bureau de la rue du Camp 31, dans le bâtisse de la Banque Mutuelle d'Epargne.

Les offres devront être inscrites le jour précédent pour assurer la publication qui en sera faite à la chronique.

Toutes les offres publiques seront invariablement en plus ou moins soumissionnées et quelquefois en plus, à la discrétion du vendeur. Cette règle sera sans exception. Les offres devront être faites sur la présente d'acheteurs, qui en cas de vente, sera nous concernant.